

Enseignements tirés

Réduire la charge de travail domestique des femmes en investissant dans le secteur de l'eau

Genre, ciblage et inclusion sociale



La **série Enseignements tirés**, élaborée par la **Division des politiques et du conseil technique** du FIDA, présente une compilation de l'expérience acquise sur un sujet particulier ainsi qu'une réflexion, tirée d'éléments concrets, sur les meilleures pratiques et les échecs subis. Par "meilleures pratiques", on entend les processus ou méthodes dont il a été prouvé qu'ils donnent de bons résultats et qu'il est donc recommandé de reproduire.

Les présentes notes sont des documents évolutifs qui seront régulièrement actualisés en fonction des nouveaux acquis et des retours d'information. Pour tous commentaires ou suggestions, veuillez prendre contact avec l'auteurice.

Auteure

Clare Bishop-Sambrook

Spécialiste technique principale, genre et inclusion sociale
Division des politiques et du conseil technique
courriel: gender@ifad.org

Remerciements

Cette note sur les enseignements tirés a été préparée par Jeanette Cooke, consultante pour les questions relatives au développement rural, sous la supervision de Ndaya Beltchika. Elle s'appuie sur une étude menée par Gadzeni Mulenga sous la direction technique d'Audrey Nepveu De Villemarceau et de Ndaya Beltchika. Des remerciements sont adressés aux membres du personnel du FIDA ayant réalisé l'examen par les pairs, à savoir Jonathan Agwe, Juliane Friedrich, Eloisa de Villalobos et Kathy Zissimopoulos, ainsi qu'à Flavia Grassi de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Maria-Elena Mangiafico a assuré l'appui éditorial, a établi la présentation et a été en charge de la coordination générale tout au long de l'élaboration de cette publication.

Contact

Maria-Elena Mangiafico

Chargée de la gestion des savoirs et des dons
Division des politiques et du conseil technique
courriel: PTAKMmailbox@ifad.org

Avril 2016

Table des matières

Introduction	1
Contexte	1
Enseignements tirés	3
Technologie	3
Gains de temps.....	3
Amélioration de la santé	4
Répartition de la responsabilité de la collecte de l'eau entre les membres du ménage	5
Changements dans les activités quotidiennes	6
Quantité d'eau	7
Développement durable.....	7
Investir davantage dans le secteur de l'eau: une nécessité.....	8
La collecte de l'eau et l'emploi du temps selon la catégorie de ménage.....	8
Conclusions et recommandations	9

Introduction

Pour transformer les économies rurales, le FIDA soutient des projets qui visent à améliorer l'accès des femmes et des hommes ruraux aux ressources en eau et leur contrôle sur ces ressources. Il les aide également à dégager du temps libre grâce à l'utilisation de technologies permettant d'économiser du travail, qui facilitent et rendent plus efficaces les tâches laborieuses (à la maison ou au travail) ou modifient la façon dont elles sont exécutées. Les projets visent en outre à lutter contre les inégalités entre les sexes qui font que les femmes accomplissent souvent une grande partie du travail non rémunéré, chronophage et moins productif.

L'accès à un approvisionnement durable en eau salubre et en quantité suffisante à des fins domestiques et productives est encore limité dans de nombreuses zones rurales, en particulier pour les groupes les plus marginalisés. C'est pourquoi la collecte de l'eau, généralement effectuée par les femmes, représente l'une des tâches les plus fastidieuses et les plus lourdes de la vie rurale quotidienne. Elle entraîne également des problèmes de santé et de nutrition dans la famille et limite le potentiel productif et la mobilité des rurales. En réponse aux priorités exprimées par les ruraux pauvres, les projets appuyés par le FIDA investissent dans l'amélioration de l'accès à un approvisionnement en eau durable dans les zones rurales.

Il est nécessaire de disposer de données plus précises sur l'accès à l'eau en quantité suffisante pour répondre aux besoins de tous les membres ménages, notamment en matière de distances parcourues, de temps requis pour la collecte, et de répartition du travail dans la famille ou le groupe. Il est également nécessaire d'obtenir davantage d'informations sur la façon dont la charge temporelle, qui pèse le plus souvent sur les femmes, est associée à d'autres facteurs socioéconomiques ou démographiques, comme la situation économique et l'âge.

Dans le cadre des efforts continus déployés afin d'améliorer les résultats en matière de développement des programmes d'investissement, une étude¹ a été menée pour évaluer l'impact des investissements dans le secteur de l'eau dans les zones de projets du FIDA. L'étude porte essentiellement sur l'accès à l'eau, le temps gagné par les membres du ménage, leur emploi de ce temps et leur charge de travail. Sept projets étaient concernés, exécutés au Bangladesh, en Gambie, en Inde, au Malawi, en Ouganda, au Pérou et au Yémen. Les enseignements décrits dans la présente note sont fondés sur les résultats de cette étude.

Contexte

L'accès des ménages à une eau salubre et en quantité suffisante est le fondement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de l'élimination de la pauvreté et du développement inclusif. L'eau potable salubre est également un droit de l'homme, indispensable à la santé et la dignité de chacun.

C'est la raison pour laquelle l'amélioration des niveaux d'approvisionnement en eau a été au cœur des politiques et des programmes de développement au cours des dernières décennies. En conséquence, pas moins de 2,6 milliards de personnes ont obtenu l'accès à l'eau potable depuis 1990².

Cependant, derrière les chiffres mondiaux se cachent de grandes disparités, et les personnes qui n'ont toujours pas accès à l'eau potable sont les plus pauvres et les plus vulnérables³. En 2015, 663 millions de personnes, soit 10% de la population mondiale, dont 80% vivent dans les zones rurales et près de la moitié vit en Afrique subsaharienne et un cinquième en Asie du Sud-Est, dépendaient encore de sources d'eau

¹ FIDA (2015), *The impact of IFAD water investments on time saved by households on domestic water collection: A gender perspective*.

² L'accès à l'eau potable salubre signifie l'accès à de l'eau: i) pouvant être utilisée à des fins domestiques; ii) provenant d'une source située à moins d'un kilomètre de son lieu d'utilisation et dont il est possible d'obtenir de façon fiable au moins 20 litres par membre d'un ménage par jour; iii) présentant des caractéristiques microbiennes, chimiques et physiques qui répondent aux directives de l'Organisation mondiale de la santé ou aux normes nationales sur la qualité de l'eau potable. L'eau est généralement rendue accessible par des conduites d'eau courante ou des robinets privés ou publics, des bornes-fontaines, des puits tubulaires, des trous de forage, des puits creusés protégés, des sources protégées et des systèmes de récupération des eaux de pluie.

³ Fonds des Nations unies pour l'enfance et Organisation mondiale de la santé, (2015) *25 years. Progress on sanitation and drinking water: 2015 Update and MDG Assessment*.

potable insalubres. Les sources d'eau insalubres comprennent les étangs, les barrages, les rivières, les canaux d'irrigation et les puits et sources non protégés. Ces sources sont non seulement exposées à des contaminations fécales et à d'autres types de contamination, mais elles peuvent également constituer un approvisionnement peu fiable et être situées loin des ménages.

Dans de tels cas, les ménages ont moins de chances d'obtenir les 20 litres d'eau par personne et par jour nécessaires pour boire et se laver, ce qui a des conséquences sur leur santé et leur bien-être⁴.

De nombreux ménages ruraux se heurtent aussi à de graves difficultés pour avoir accès à suffisamment d'eau pour couvrir leurs besoins productifs essentiels et assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, tels que la culture potagère, l'élevage de petit bétail et les activités rémunératrices. L'approvisionnement est insuffisant en raison d'un manque d'accès aux technologies appropriées (notamment aux équipements domestiques de collecte d'eau) et à des sources d'eau suffisantes.

En raison de l'accès limité à une eau salubre et en quantité suffisante, la collecte de l'eau demeure l'une des tâches quotidiennes les plus laborieuses et les plus longues dans les ménages ruraux. Étant donné que les femmes sont généralement chargées de la collecte de l'eau, ce sont elles qui subissent le plus la charge de temps associée à cette tâche. Certaines femmes doivent faire plusieurs voyages, ce qui leur prend plusieurs heures par jour. Les enfants participent souvent à cette tâche et une petite partie d'entre eux assument également l'entière responsabilité de la collecte de l'eau du ménage, ce qui réduit le temps et l'énergie pouvant être consacrés à l'éducation.

Les disparités en matière de tâches de collecte de l'eau, fondées sur le sexe et l'âge, entraînent des variations dans le temps dont disposent les femmes, les hommes, les filles et les garçons pour participer à des activités productives, de développement personnel et communautaires, ainsi qu'à des activités éducatives et récréatives. La collecte de l'eau contribue donc à la pauvreté en temps des femmes et des enfants vivant en zone rurale, ce qui perpétue la pauvreté rurale.

L'étude menée sur sept projets a permis de recenser 14 investissements de différents types dans les sources d'approvisionnement en eau, qui ont entraîné des changements importants dans les habitudes en matière de collecte d'eau des ménages et dans le temps consacré à cette tâche.

Les investissements qui ont eu une influence directe sur la collecte d'eau à usage domestique comprenaient la réhabilitation ou la construction des types de sources d'eau suivants:

- systèmes d'approvisionnement en eau courante avec distribution aux robinets privés (Inde et Pérou)
- systèmes d'approvisionnement en eau courante avec distribution aux robinets publics (Malawi et Ouganda)
- trous de forage/puits tubulaires profonds (Bangladesh et Malawi)
- puits protégés avec pompes manuelles (Gambie et Malawi)
- systèmes domestiques de récupération des eaux de pluie (Yémen)
- étangs (Bangladesh).

Les investissements qui influent directement sur la collecte de l'eau à des fins productives, notamment pour l'irrigation, l'aquaculture, l'élevage de bétail et la culture potagère, comprenaient la réhabilitation ou la construction des infrastructures suivantes:

- canaux d'irrigation (Inde, Malawi et Pérou)
- conduites d'irrigation (Inde)
- étangs (Bangladesh).

Le rapport complet sur l'étude, comprenant la justification, la méthodologie, les outils d'enquête, l'analyse et les résultats par pays, est disponible sur demande.

⁴ Fonds des Nations unies pour l'enfance et Organisation mondiale de la santé (2011), *Drinking water: Equity, safety and sustainability*.

Enseignements tirés

Technologie

Une comparaison entre les sources d'eau utilisées avant les investissements et celles utilisées après les investissements montre que de nombreux projets se sont appuyés sur des technologies existantes ou ont introduit une nouvelle technologie légèrement plus complexe (par exemple, en passant de l'eau courante aux robinets publics à l'eau courante aux robinets privés au Pérou, ou des puits non protégés aux puits protégés en Gambie). De cette manière, le progrès technique se développe en fonction des capacités financières, opérationnelles et de gestion individuelles ou communautaires nécessaires pour garantir la durabilité du service d'approvisionnement en eau.



©FIDA/Joanne Levitan
Tanzanie - Programme de développement du secteur agricole - Bétail

Gains de temps

Dans tous les échantillons, les femmes sont les principales responsables de la collecte d'eau et ont gagné en moyenne deux heures par jour pendant la saison des pluies et la saison sèche depuis les investissements réalisés dans le secteur de l'eau. Le temps moyen consacré à la collecte de l'eau est passé de trois heures et demie à une heure et demie par jour⁵. Bien que le temps gagné varie au sein des

⁵ Cette statistique n'a pas pu être établie pour le Bangladesh et la Gambie en raison de données manquantes.

échantillons et d'un échantillon à l'autre, on peut en déduire qu'en moyenne la capacité des investissements dans le secteur de l'eau à réduire la charge de travail des femmes est très élevée.

La principale raison de ce gain de temps réside dans le fait que les sources d'eau nouvelles ou améliorées ont été situées:

- beaucoup plus près des habitations (notamment grâce à des trous de forage, des puits tubulaires profonds, des robinets publics et des étangs); ou
- à l'intérieur de la propriété ou du ménage (notamment grâce à des systèmes domestiques de récupération des eaux de pluies et à des robinets privés).

Par conséquent, les distances parcourues pour se rendre aux sources d'eau et en revenir ont diminué, ce qui a permis de réduire le temps passé à faire des allers-retours pour collecter de l'eau. Dans certains cas, ces améliorations ont également permis de réduire le nombre de voyages nécessaires à la collecte, étant donné qu'il est possible de recueillir et de transporter plus d'eau par voyage et que, lorsque l'eau est disponible dans les ménages, il n'y a plus besoin de se déplacer. Lorsque davantage de sources sont disponibles, les temps d'attente pour puiser de l'eau peuvent également diminuer, bien qu'il ait été indiqué qu'en Gambie, malgré l'utilisation de sources d'eau améliorées, telles que des puits protégés ou des pompes manuelles, plutôt que de puits (ouverts) non protégés, le temps d'attente pouvait être rallongé car seulement une seule personne à la fois peut y puiser de l'eau. Dans de telles situations, davantage de sources d'eau améliorées ou une pompe manuelle avec un débit plus rapide sont nécessaires (en supposant que le financement et les apports d'eau potable soient assurés).

Une autre manière de faire gagner du temps dans le cadre de la collecte de l'eau est l'amélioration de l'accessibilité physique (par exemple, en rendant les voies d'accès aux robinets publics (en Ouganda) et aux étangs améliorés (au Bangladesh) plus praticables). La construction de pavages artificiels en ciment munis de canaux de drainage efficaces autour des points d'eau aide également à améliorer l'accessibilité en débarrassant le voisinage de la boue et des mouches. Au Pérou, les hommes ont gagné du temps en matière d'irrigation de cultures étant donné que des canaux d'irrigation plus rapides et plus efficaces avaient été réhabilités et revêtus de ciment.

Il est intéressant de noter qu'à la suite des investissements réalisés dans le domaine de l'eau, la plupart des ménages des échantillons au Bangladesh et en Gambie (pendant la saison sèche) et un ménage du Malawi ont collecté davantage d'eau à des fins de production domestique à petite échelle, afin de profiter des avantages qui en découlent plutôt que de collecter le même volume pour gagner du temps (voir le point "quantité d'eau" ci-après). En parallèle, au Bangladesh, les économies de temps ne sont réalisées que pendant la saison des pluies car, en saison sèche, la baisse du niveau des nappes phréatiques entraîne la nécessité d'effectuer de plus longs trajets vers des sources de surface appropriées et qu'il faut collecter davantage d'eau dans des puits tubulaires profonds. Les gains de temps suivent un schéma similaire au Malawi, où les approvisionnements découlant des systèmes de récupération des eaux de pluie des ménages sont épuisés pendant la saison sèche, forçant les personnes à utiliser les sources d'eau communautaires.

Amélioration de la santé

Les investissements dans le secteur de l'eau ont eu des effets positifs manifestes sur la santé et le bien-être des familles et, par conséquent, sur la charge de travail des femmes. Dans l'ensemble des pays couverts par l'étude, à l'exception du Pérou, l'amélioration de l'accès à l'eau potable a été considérée comme un avantage découlant des investissements dans le domaine de l'eau⁶. Au Bangladesh, les

⁶ Au Pérou, les populations étaient préoccupées par la quantité de chlore dans l'eau, ce qui peut expliquer pourquoi ils n'ont pas mentionné l'eau potable en tant qu'avantage.

personnes interrogées ont explicitement fait état d'une réduction de la morbidité liée aux affections cutanées, de la morbidité et de la mortalité dues aux maladies diarrhéiques chez les enfants et des infections postnatales chez les femmes. Au Bangladesh et au Yémen, les femmes, les jeunes femmes et les filles ont également signalé une diminution du stress psychologique et de la fatigue physique grâce à l'allègement de la charge de la collecte de l'eau, découlant notamment de points et de voies d'accès aux sources d'eau plus sûrs⁷. Par conséquent, le rôle des femmes dans la prise en charge des malades et leur transport pour les soins a probablement été réduit, de même que les frais médicaux. Dans l'ensemble, les membres du ménage font état d'une charge de travail moins lourde et d'une amélioration de la santé et de la nutrition, ce qui constitue un tremplin important pour permettre aux femmes, aux jeunes femmes et aux filles de commencer à changer leur vie et à saisir de nouvelles opportunités.

Au Bangladesh, en Gambie, au Malawi et en Ouganda, l'amélioration de la qualité de l'eau potable résulte de la réhabilitation ou de la création de nouvelles sources d'eau, plutôt que des investissements réalisés dans les processus de traitement de l'eau. Au Yémen, les ménages sont passés de la filtration de l'eau potable provenant des puits protégés et non protégés, du camion-citerne et des sources de surface avec de la gaze et du tissu, à l'utilisation de filtres en céramique pour l'eau potable provenant de leurs systèmes de récupération des eaux de pluie. Les données ne permettent pas de déterminer clairement si le changement de méthode de traitement résulte des interventions du projet ou d'autres facteurs. Les investissements dans l'approvisionnement en eau courante en Inde et au Pérou comprenaient des processus de traitement centralisés. Il est intéressant de noter que le niveau de traitement de base par simple sédimentation utilisé en Inde a été mieux accueilli que le traitement plus sophistiqué de désinfection au chlore au Pérou, où la majorité des ménages affirme que l'eau est trop chlorée.

Répartition de la responsabilité de la collecte de l'eau entre les membres du ménage

À la suite des investissements réalisés dans le secteur de l'eau, de légers changements sont intervenus dans la répartition de la responsabilité de la collecte de l'eau entre les membres des ménages en Gambie et au Malawi. En Gambie, quelques jeunes supplémentaires ont commencé à collecter de l'eau après les investissements dans le secteur, peut-être en raison de la possibilité de collecter des quantités d'eau plus importantes. Au Malawi, un homme et un jeune homme de deux différents ménages ont commencé à aider les femmes et les filles à collecter l'eau après l'investissement réalisé dans les puits tubulaires, ce qui a considérablement réduit le temps nécessaire à la collecte en raison de la proximité de la source d'eau et de la diminution du temps d'attente.



©FIDA/Radhika Chalasani

Inde – Projet de développement tribal participatif dans l'Andhra Pradesh

Dans les cinq autres pays de l'échantillon, la répartition des responsabilités en matière de collecte de l'eau n'a pas évolué. Les femmes, suivies par les jeunes femmes et parfois les filles, ont continué à assumer la charge de la collecte de l'eau pour les besoins domestiques et souvent aux fins de la production à petite échelle. La seule exception était l'Ouganda, où la répartition des responsabilités entre les membres du ménage était relativement égale, tant avant qu'après l'investissement, puisque cette tâche était réalisée à

⁷ Selon la définition donnée par les Nations Unies, le terme "jeune" désigne les femmes et les hommes âgés de 15 à 24 ans et le terme "enfant" désigne les filles et les garçons âgés de moins de 15 ans.

32-36% par les femmes, à 20% pour les hommes, à 20% par les jeunes femmes, à 20% par les jeunes hommes et à 2-8% par les enfants⁸.

Changements dans les activités quotidiennes

Les femmes des sept échantillons ont consacré le temps gagné à réaliser diverses tâches productives, principalement l'agriculture familiale (par exemple, la production et la transformation des cultures et l'élevage de petit bétail), ainsi que la culture potagère, le travail salarié, la vente de biens sur les marchés locaux et la participation aux réunions des groupes d'entraide. En Ouganda et au Yémen, les femmes ont déclaré avoir dédié du temps à l'artisanat, tandis que seules les femmes du Yémen ont indiqué avoir participé à des stages de formation (sur les compétences pratiques, l'alphabétisation et les activités rémunératrices). En plus d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des membres du ménage, la réalisation de tâches plus productives par les femmes leur a permis de prendre davantage confiance en elles et d'accroître leurs débouchés économiques. Cela peut améliorer leur pouvoir de négociation au sein des ménages dirigés par un homme et dans la communauté, ce qui constitue une étape importante vers l'égalité femmes-hommes et l'évolution des rôles dévolus par la société à chaque sexe.

Les jeunes femmes ont également indiqué consacrer plus de temps à des activités productives, et les jeunes femmes et/ou les enfants de tous les échantillons dédient le temps économisé à l'école et aux études, ce qui pourrait améliorer leur niveau d'éducation et les possibilités sous-jacentes.

En Inde, au Malawi, en Ouganda et au Pérou, les hommes ont également indiqué avoir gagné du temps et le consacrer à des tâches productives de l'agriculture familiale, au travail salarié et à des activités rémunératrices.

Il convient de noter que seules les femmes et les jeunes femmes (de cinq échantillons) ont déclaré employer le temps économisé à effectuer les tâches ménagères, à l'exception des ménages monoparentaux dirigés par un homme (qui n'a sans doute pas d'autre choix que de se charger des tâches ménagères lui-même), ainsi qu'en Inde, où cinq hommes sur neuf ramassent le bois de chauffage et s'occupent des enfants dans les ménages dirigés par le mari⁹. Il est intéressant de relever qu'au Bangladesh, en Ouganda et au Yémen, des femmes ont déclaré avoir pris une partie du temps gagné pour se reposer, se détendre et avoir des activités sociales et récréatives, ce qui donne à penser qu'un équilibre dans les charges de travail a été atteint suite aux investissements dans le domaine de l'eau.

En Inde et au Pérou, plusieurs ménages à faible revenu ont indiqué avoir gagné du temps sur la collecte de l'eau mais ne pas avoir employé ce temps à entreprendre des activités productives. Au lieu de cela, au Pérou, le temps ainsi gagné est consacré à la famille, mais il est difficile de déterminer s'il l'est par choix ou par nécessité. En Inde, les raisons invoquées sont l'âge avancé des femmes célibataires et la perception d'un gain de temps insuffisant. Dans de tels cas, il serait intéressant de préciser davantage les raisons pour lesquelles des activités productives ne sont pas entreprises dans les ménages à faible revenu et, si nécessaire, de leur fournir une formation ou d'autres moyens d'entreprendre ces activités. Quelle qu'en soit la raison, la charge de travail avait bien été réduite.

⁸ Cela s'explique en partie par le fait que les hommes effectuent toutes les tâches domestiques dans trois ménages monoparentaux dirigés par un homme et que les femmes le font dans six ménages dirigés par une femme, ainsi que par l'aide importante fournie par les jeunes femmes et hommes.

⁹ On ignore dans quelle mesure les hommes s'acquittaient de ces tâches, de sorte qu'il n'est pas possible d'imputer cette "culture" de soutien domestique aux investissements dans le secteur de l'eau.

Quantité d'eau

Comme mentionné ci-dessus, les ménages des échantillons du Bangladesh (en saison sèche), de Gambie et un ménage du Malawi ont collecté plus d'eau à des fins domestiques et productives suite aux investissements réalisés dans le secteur l'eau. Il semble qu'ils aient décidé de tirer profit des avantages qui en découlent en consommant plus d'eau, au lieu de collecter le même volume et de gagner ainsi du temps. Dans de tels cas, la charge de travail des femmes peut en réalité augmenter, mais les avantages (tels qu'une meilleure hygiène personnelle, une amélioration de la nutrition et des revenus accrus) semblent l'emporter sur les coûts. La nécessité de collecter un volume d'eau plus important par jour pourrait émaner des ménages eux-mêmes ou des interventions de développement (par exemple, les activités de sensibilisation à l'hygiène ou de promotion de l'hygiène visant à pousser les gens à utiliser davantage d'eau pour leur hygiène personnelle et domestique, la promotion des activités productives à petite échelle ou de l'utilisation de conteneurs et de moyens de transport améliorés pour collecter un plus grand volume d'eau).

Les données relatives aux quantités d'eau sont incomplètes, mais les informations quantitatives et qualitatives permettent de conclure que la quantité moyenne d'eau prélevée depuis les investissements dans le domaine de l'eau n'a pas augmenté en Inde, en Ouganda, au Pérou et au Yémen. À cet égard, l'objectif des systèmes d'approvisionnement en eau courante et des systèmes domestiques de récupération des eaux de pluie semble avoir été d'améliorer l'accès à un approvisionnement en eau salubre. Dans l'échantillon de l'Ouganda, la légère diminution de la quantité moyenne d'eau par personne et par jour de 1 litre pendant la saison des pluies et de 2 litres pendant la saison sèche pourrait être due au fait que les ménages doivent maintenant payer l'eau de meilleure qualité prélevée au robinet public, ce qui n'était pas le cas lorsqu'ils s'approvisionnaient aux sources d'eau communautaires. L'absence de données sur la quantité d'eau provenant des systèmes de récupération des eaux de pluie peut également influencer sur les résultats de l'étude.

Dans les échantillons du Bangladesh, de la Gambie et de l'Ouganda, où la quantité moyenne d'eau collectée varie de 15 à 38 litres par personne et par jour, les femmes déclarent utiliser une partie de cette eau pour des activités productives à petite échelle, une pratique toutefois limitée à certains ménages. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la quantité d'eau collectée par personne et par jour varie considérablement d'un ménage à l'autre au sein d'un même échantillon, ce qui donne à penser que certains ménages ont beaucoup plus de possibilités que d'autres d'utiliser l'eau pour des activités productives. Il serait intéressant de savoir pourquoi il en est ainsi afin de permettre à tous les ménages de collecter de l'eau à des fins de production à petite échelle pour améliorer la nutrition des ménages, la sécurité alimentaire et le potentiel économique des femmes. Au Bangladesh, par exemple, il est clair que les ménages à revenu élevé collectent plus d'eau que les ménages à revenu moyen et faible parce qu'ils sont propriétaires des puits profonds et des étangs, qui sont parfois situés dans leurs propriétés, et que les domestiques peuvent être employés pour collecter l'eau.

Développement durable

Pour soutenir toute mesure positive visant à réduire la charge de travail des femmes, les infrastructures et services d'approvisionnement en eau nouvellement créés ou améliorés doivent être gérés efficacement et être financièrement viables à long terme. Par conséquent, les collectivités de l'échantillon ont soulevé les quelques questions suivantes, qui nécessitent un examen plus approfondi et l'application de mesures:

- le nettoyage et l'entretien inadéquats de l'infrastructure d'approvisionnement en eau (au Malawi et en Ouganda),
- le surdosage de chlore (au Pérou),
- la raréfaction de l'eau et la croissance démographique (au Pérou).

Les investissements dans le secteur de l'eau ne devraient pas non plus entraver d'autres moteurs du développement rural. Au Yémen, les femmes ont indiqué avoir moins de possibilités de se sociabiliser et de communiquer avec d'autres femmes à la suite des investissements dans le secteur de l'eau parce qu'elles avaient moins besoin de parcourir de longues distances pour aller chercher de l'eau, ce qui a réduit les échanges de présents et de produits locaux (tels que des céréales, des produits laitiers et des légumes), l'accès aux informations et la sensibilisation aux événements locaux. Dans ce cas, créer d'autres possibilités de réseautage social et d'échange de présents parallèlement à un investissement dans le secteur de l'eau permettrait de soutenir les possibilités sociales et économiques des femmes et de favoriser leur autonomisation.

Investir davantage dans le secteur de l'eau: une nécessité

Dans de nombreuses communautés de l'échantillon, la collecte quotidienne de l'eau représente encore une tâche longue et fatigante, accompagnée de coûts d'opportunité élevés liés à la perte de temps productif et aux problèmes de santé. Par exemple, en Inde, au Malawi, en Ouganda, au Pérou et au Yémen, les femmes passent encore, en moyenne, une heure et demie à aller chercher de l'eau chaque jour. Dans les communautés échantillonnées en Gambie et au Yémen, on constate que les femmes consacrent entre quatre et cinq heures et entre deux et trois heures, respectivement, à réalisation quotidienne de cette tâche.

Malgré les grands progrès réalisés au cours des 30 dernières années dans la communauté de l'échantillon du Bangladesh, les femmes et les filles, principalement issues de ménages à faible revenu qui dépendent encore de sources d'eau secondaires ou tertiaires, continuent de passer deux heures, deux à trois fois par jour, à collecter de l'eau à usage domestique. En raison de l'utilisation continue de sources de surface polluées, les enfants souffriraient encore de maladies diarrhéiques, quoique dans une moindre mesure. En outre, l'approvisionnement en eau pour les activités productives à petite échelle gérées par les femmes, comme la production de fruits et légumes et l'élevage de bétail domestique, aurait été largement négligé dans les programmes de développement.

La collecte de l'eau et l'emploi du temps selon la catégorie de ménage

À l'exception du Bangladesh, peu de liens ont été observés entre la catégorie de revenu des ménages ou des chefs de famille et les habitudes en matière de collecte de l'eau et d'emploi du temps. Il n'est pas possible de tirer de conclusions générales des résultats, si ce n'est que de tels liens dépendent clairement du contexte et leur existence dans les pays ou les communautés ne peut être présumée. Par exemple, dans la communauté de l'échantillon du Pérou, il semblerait qu'il existe une discrimination positive en faveur des ménages à faible revenu en ce qui concerne l'accès à l'eau, tandis qu'en Inde, quatre ménages sur cinq n'ayant pas d'accès direct aux robinets privés alimentés par le réseau d'eau courante sont des ménages à faible revenu.

Au Bangladesh, les ménages à revenu élevé ont manifestement bénéficié de manière disproportionnée, par rapport aux ménages à revenu moyen et faible, des investissements dans le secteur de l'eau en faveur des puits tubulaires profonds et des étangs. Cette disproportion s'expliquerait par le fait que les sources d'eau appartiennent à des ménages à revenu élevé ou sont situées sur leurs propriétés. Cela souligne l'importance des régimes de propriété et de l'emplacement des sources d'eau pour permettre d'assurer un accès équitable à l'eau pour tous.

Conclusions et recommandations

Dans tous les échantillons, les femmes ont gagné en moyenne un peu moins de deux heures par jour sur la collecte de l'eau pendant la saison sèche et la saison des pluies suite aux investissements dans le domaine de l'eau. Le temps moyen consacré à la collecte de l'eau est passé de trois heures et demie à une heure et demie par jour¹⁰. Les chiffres révèlent le potentiel élevé des investissements dans le secteur de l'eau pour réduire la charge de travail des femmes. Toutefois, des efforts beaucoup plus importants peuvent être déployés pour faire gagner du temps aux femmes.

Des recommandations essentielles peuvent être formulées à partir de l'étude sur les investissements du FIDA dans le secteur de l'eau, à savoir:

- La conception du projet devrait préciser les objectifs de l'investissement dans l'eau à partir des résultats de l'analyse de la pauvreté et des moyens d'existence tenant compte de la problématique femmes-hommes. La définition de l'objectif le plus important, qu'il s'agisse de l'objectif visant à améliorer la qualité de l'eau, de l'objectif visant à garantir un meilleur accès à l'eau ou de celui visant à accroître la disponibilité de l'eau à des fins domestiques et productives, voire même l'ordre de priorité de réalisation de tous ces objectifs, dépendent du contexte. En théorie, permettre la réalisation des trois objectifs semble idéal, mais cela peut ne pas être nécessaire ou, plus vraisemblablement, ne pas être possible ou durable.
- Effectuer des investissements appropriés pour améliorer l'accès à l'eau potable représente un moyen très efficace de faire gagner du temps et de l'énergie aux femmes et, dans une moindre mesure, aux autres membres du ménage, afin de leur permettre d'entreprendre des activités productives, de développement personnel, communautaires et/ou récréatives. Les investissements dans l'approvisionnement en eau devraient être adaptés aux multiples besoins en eau des ménages ruraux. L'accent devrait être mis sur l'amélioration de l'accès à l'eau et du contrôle de son utilisation pour les tâches domestiques et à des fins productives à petite ou grande échelle.
- Comprendre les multiples stratégies relatives aux moyens d'existence et les besoins en eau correspondants des membres des ménages devrait constituer la base de la planification de la fourniture de services d'approvisionnement en eau¹¹. Un minimum de 20 litres par personne et par jour est nécessaire pour répondre aux besoins domestiques de base, dont au moins 3 litres d'eau potable par personne et par jour. Partant de ce constat, différents investissements supplémentaires sont alors possibles pour améliorer l'approvisionnement en eau à domicile ou à proximité, afin de passer à des "niveaux de service plus élevés" en amont de l'échelle de l'eau, et à terme satisfaire pleinement les besoins en eau à des fins productives (voir la figure 1 sur les services d'approvisionnement en eau à usage multiple)¹².

¹⁰ Cette statistique n'a pas pu être établie pour le Bangladesh et la Gambie en raison de données manquantes.

¹¹ Pour plus d'informations, voir: <http://www.musgroup.net>.

¹² M. Adank, B. van Koppen et S. Smits (2012), *Guidelines for Planning and Providing Multiple-Use Water Services*. IRC, La Hague, Pays-Bas/IWMI, Colombo, Sri Lanka.

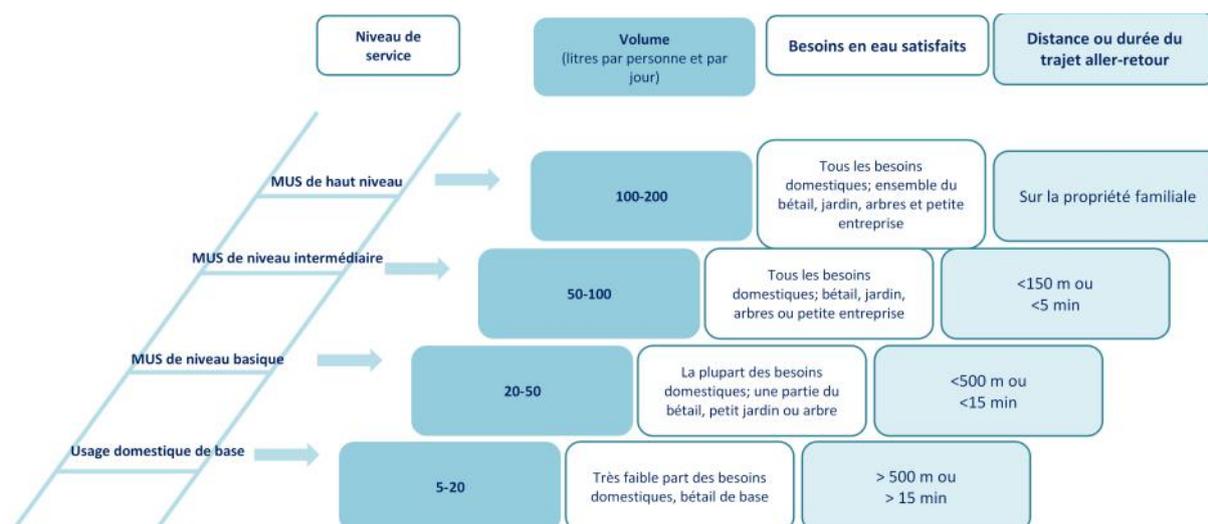


Figure 1: Échelle des services d'approvisionnement en eau à usage multiple (MUS)¹³

- Les économies de temps réalisées grâce aux investissements dans le secteur de l'eau sont essentiellement dues au fait que les sources d'eau nouvellement créées ou améliorées sont situées soit plus près des habitations, soit dans la propriété familiale ou du ménage. Il est également possible de libérer du temps en améliorant l'accessibilité physique aux points d'eau, par exemple en aplatissant et en stabilisant le terrain environnant.
- Il existe d'importantes variations entre les ménages et les communautés en ce qui concerne le degré et le type de soutien que les femmes reçoivent des autres membres du ménage pour la collecte de l'eau. Par conséquent, il n'est pas possible de faire des généralisations dans le cadre de la conception du projet quant à la responsabilité en matière de collecte de l'eau. Les informations relatives à cette pratique doivent être obtenues lors de l'analyse locale de la pauvreté.
- Les technologies permettant de fournir un accès à l'eau aux ménages et dans les habitations, telles que les systèmes domestiques de récupération des eaux de pluie et l'approvisionnement en eau courante des robinets privés, contribuent à promouvoir le partage de la responsabilité de la collecte de l'eau entre les membres du ménage et à réduire ainsi la lourde charge de travail assumée par les femmes.
- Dans un contexte où les jeunes femmes participent à la collecte de l'eau ou en assument la responsabilité, les investissements dans l'amélioration des sources d'eau leur permettent de libérer du temps pour mener des activités productives. Les jeunes femmes et les enfants de tous les échantillons consacrent le temps gagné à l'école et aux études, qui représentent des étapes essentielles vers le développement de l'instruction et l'accès aux débouchés agricoles et non agricoles.
- Dans les cas où ce sont les hommes qui vont chercher l'eau, il faut également veiller à ce qu'ils consacrent le temps gagné à des tâches productives ou de développement.

¹³ B. van Koppen, S. Smits, P. Moriarty, F.P.de Vries et M. Mikhaïlet E. Boelee, (2009) *Climbing the Water Ladder: Multiple-use Water Services for Poverty Reduction*. IRC, La Hague, Pays-Bas/IWMI, Colombo, Sri Lanka.

- Les investissements dans les infrastructures (ou le matériel) hydrauliques doivent compléter les capacités (ou “compétences générales”) de la communauté ou de l’opérateur de services (par exemple, les autorités locales ou le secteur privé) pour permettre d’instaurer un service d’approvisionnement en eau durable. En outre, les investissements devraient comprendre le renforcement des capacités du comité ou de l’opérateur de gestion en matière de financement, d’exploitation, de traitement de l’eau, d’entretien, de gestion et de résolution des conflits.
- Lorsque les femmes ou d’autres membres du ménage n’emploient pas le temps économisé grâce à la diminution de la longueur des trajets nécessaire à la collecte de l’eau pour prendre part à des activités productives ou de développement, ou même pour les loisirs, il conviendrait d’en examiner les raisons. En effet, ils sont peut-être accaparés par d’autres tâches domestiques, qui doivent donc être allégées, ou ont peut-être besoin d’aide pour participer à des activités de développement ou pour réaliser de nouvelles activités productives.
- Le suivi de l’accès aux sources d’eau et des bénéfices qui en découlent pendant l’exécution du projet devrait:
 - comprendre des données ventilées par sexe et, si possible, par d’autres facteurs, tels que l’âge, la catégorie de ménage et l’appartenance ethnique,
 - tenir compte à la fois de la qualité et de la quantité de l’eau utilisée à des fins domestiques et pour la production à petite échelle,
 - recenser tout effet négatif et proposer des mesures correctives.
- Les liens entre le groupe de revenu du ménage ou du chef de famille et les habitudes en matière de collecte de l’eau et d’utilisation du temps dépendent du contexte et leur existence dans les pays ou les communautés ne peut être présumée. Toutefois, les résultats relatifs à l’échantillon du Bangladesh montrent à quel point ces liens peuvent être forts lorsqu’ils existent et, par conséquent, il est important de les comprendre afin de mettre en place des mesures pour assurer un accès équitable à l’eau pour tous.
- Les nombreux effets positifs des investissements dans le secteur de l’eau soutiennent les efforts visant à parvenir à une répartition plus équitable de la charge de travail entre les sexes. La dynamique du changement doit être assurée par des investissements complémentaires en faveur de l’autonomisation des femmes et de la sensibilisation à la question de la répartition équitable de la charge de travail. Les approches porteuses de transformations favorables à l’égalité des sexes englobent ces deux éléments en permettant aux femmes et aux hommes de comprendre comment les inégalités entre les sexes limitent leur développement, et d’élaborer ensemble une vision de la famille pour améliorer leurs conditions de vie¹⁴.

¹⁴ Boîte à outil sur les méthodologies axées sur les ménages. Voir: <https://www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/39409831>



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

-  facebook.com/ifad
-  instagram.com/ifadnews
-  linkedin.com/company/ifad
-  twitter.com/ifad
-  youtube.com/user/ifadTV